



## Le site Fipeco

À l'heure où la crise plonge les comptes de l'État dans le rouge écarlate et propulse la dette à des niveaux jamais explorés, Fipeco s'avère une mine d'informations pour ceux qui veulent mieux comprendre les finances publiques. François Ecalte, créateur et animateur du site, sait en effet de quoi il parle. Ancien magistrat de la Cour des comptes, il a été durant plusieurs années chargé du rapport annuel consacré par l'institution aux finances publiques. Fipeco, acronyme de finances publiques et économie, offre une plongée encyclopédique dans les mécanismes financiers de l'État, des collectivités et de la Sécurité sociale. Plus de cent fiches thématiques permettent ainsi de comprendre des choses aussi diverses, et souvent complexes, que les dépenses de personnel de l'État ou la péréquation financière entre collectivités locales.

**Le propos est toujours solidement argumenté et nourri de chiffres vérifiés.**

Le site se nourrit aussi de l'actualité pour aborder les thèmes qui émergent et font débat. Sont ainsi passées au crible des questions comme la hausse continue de la fiscalité du carburant ou la possibilité de conditionner les aides aux entreprises. François Ecalte donne alors parfois son point de vue, mais le propos est toujours solidement argumenté et nourri de chiffres vérifiés. Pour les plus téméraires, le site comporte enfin des tests permettant de mesurer son niveau de connaissance. Un exercice assez pointu. Exemple d'une question facile: quel était le montant du produit de l'impôt sur le revenu en 2019? 55 milliards d'euros, 80 milliards, 95 milliards ou 120 milliards (1). Fort heureusement, chaque mauvaise réponse renvoie vers la fiche thématique du site qui permet de réviser et progresser.

**Mathieu Castagnet**

l'enseigne et va même donner de l'argent à son repreneur, le fonds d'investissement allemand Mutares.

## Les portes et fenêtres Lapeyre changent de mains



L'enseigne perd de l'argent depuis une dizaine d'années. P. Sittler/Rea

C'est une page qui se tourne pour Saint-Gobain. Le groupe de matériaux de construction se désengage de Lapeyre, l'enseigne spécialisée dans l'aménagement de la maison, qu'il avait récupérée en 1996 lors du rachat de Poliet, propriétaire notamment des magasins Point.P. Il est entré en négociations exclusives avec le fonds d'investissement allemand Mutares, et l'opération devrait être rapidement finalisée. Saint-Gobain y met en tout cas les moyens, avec une cession à «prix négatif», ce qui est peu banal. « Nous laissons 245 millions d'euros dans l'entreprise qui serviront à couvrir ses pertes jusqu'au redressement et à financer le plan d'investissement », explique Guillaume Texier, le directeur général adjoint de Saint-Gobain. Après avoir été longtemps rentable, Lapeyre perd de l'argent depuis une dizaine d'années (- 34 millions d'euros en 2019 pour un chiffre d'affaires de 641 millions, contre 800 millions au plus haut). Entreprise de menuiserie industrielle, avec ses portes et fenêtres, l'enseigne créée en 1931 s'est diversifiée au fil du temps, en fabriquant des meubles de cuisine

tants comme Ikea, Leroy Merlin et Castorama. D'autant que Lapeyre, avec ses 3 500 salariés, affiche aussi une particularité par rapport aux autres: l'enseigne possède dix usines en France qui fournissent ses 126 magasins. Une force à l'heure où la production locale est présentée comme un atout commercial, mais aussi une faiblesse, avec des coûts plus élevés que les concurrents qui s'approvisionnent principalement à l'étranger.

Après avoir lancé un plan de redressement en 2016, les dirigeants de Saint-Gobain ont donc finalement jeté l'éponge. Lapeyre était la seule marque du groupe qui s'adresse aux particuliers, tout le reste étant vendu directement aux professionnels. Cela nécessitait des approches, notamment marketing, qui n'ont jamais été dans l'ADN de Saint-Gobain. « L'expérience nous a montré que nous n'étions pas forcément les meilleurs propriétaires pour Lapeyre », affirme Guillaume Texier, qui se défend de brader l'enseigne et de faire un chèque en blanc.

Les 245 millions d'euros apportés à Mutares vont être logés dans une structure spécifique, avec un